

Brochure n° 3218

Convention collective nationale

IDCC : 1261. – **CENTRES SOCIAUX
ET SOCIOCULTURELS**

AVENANT N° 05-08 DU 22 AVRIL 2008
RELATIF AU FONDS D'AIDE AU PARITARISME
NOR : ASET0850654M
IDCC : 1261

CHAPITRE I^{er}

***Modification des articles 4.2 et 6 du protocole d'accord collectif
instituant un fonds d'aide au paritarisme***

L'article 4.2 est modifié. Il est ainsi rédigé. Il annule et remplace l'ancien article 4.2.

« Article 4.2
Collecte

L'appel de la contribution prévue à l'article 4.1 du présent accord est organisé par l'association chargée de la gestion des fonds du paritarisme pour la branche couverte par la convention collective du 4 juin 1983 (ACGFP). L'association peut confier la collecte à un organisme extérieur. Une convention fixera les modalités de partenariat.

L'appel de cette contribution est effectué une fois par an. »

L'article 6 est modifié. Il est ainsi rédigé. Il annule et remplace l'ancien article 6.

« Article 6
Affectation des ressources

Le montant total et global des contributions sera affecté à deux fonds :
– un fonds “fonctionnement du paritarisme” ;
– un fonds “exercice du syndicalisme/développement du dialogue social”.

Les modalités de répartition des enveloppes de ces fonds sont précisées dans le règlement intérieur de l'ACGFP.

Les crédits non consommés en fin d'exercice pourront être réattribués à l'un ou l'autre des fonds. »

L'article 6.1 est modifié. Il est ainsi rédigé. Il annule et remplace l'ancien article 6.1.

« Article 6.1

Fonds "fonctionnement du paritarisme"

Les crédits du fonds « fonctionnement du paritarisme » sont affectés au financement des dépenses engagées et figurent dans la liste suivante :

6.1.1. Commissions et groupes de travail paritaires nationaux.

Les frais de déplacement, restauration et hébergement, ainsi que les dédommagements forfaitaires, liés aux commissions et groupes de travail paritaires nationaux, institués par la commission paritaire nationale de négociation (CPNN) et par la commission paritaire nationale emploi formation (CPNEF).

6.1.2. Réunions paritaires régionales.

Les frais de déplacement, restauration et hébergement liés aux réunions paritaires régionales (en dehors de tout autre mode de prise en charge) sont remboursés sur une base forfaitaire. Le forfait est versé, sur présentation de justificatifs, à l'organisation syndicale (SNAECISO, syndicats de salariés signataires de la convention collective nationale du 4 juin 1983) ayant mandaté un participant aux réunions paritaires régionales concernées.

6.1.3. Dédommagement auprès de l'employeur de l'absence du salarié.

Pour compenser l'absence des salariés participant à des réunions paritaires, l'employeur sera indemnisé sur présentation de justificatifs.

6.1.4. Contribution aux frais de fonctionnement des réunions de la commission paritaire nationale de négociation (CPNN) des réunions de la commission paritaire nationale emploi formation (CPNEF) des commissions régionales ainsi que de l'ACGFP.

6.1.5. Etudes liées au paritarisme et décidées en commission paritaire nationale de négociation et en commission paritaire nationale emploi formation.

Lorsque certaines dépenses remboursées au titre de l'une des cinq rubriques prévues ci-dessus sont prises en charge par une autre source de financement, l'ACGFP rembourse les dépenses, récupère les pièces justificatives, puis se retourne vers l'autre source de financement pour réalimenter le fonds.

Les modalités de prise en charge, le montant des dédommagements forfaitaires pour les commissions et groupes de travail paritaires nationaux, les montants forfaitaires pour les réunions paritaires régionales, ainsi que les conditions de dédommagement des absences des négociateurs salariés auprès de l'employeur, sont précisés dans le règlement intérieur de l'association ACGFP. »

L'article 6.2 est modifié. Il est ainsi rédigé. Il annule et remplace l'ancien article 6.2.

« Article 6.2

Fonds "exercice du syndicalisme/développement du dialogue social"

Les crédits disponibles issus de ce fonds sont répartis de la façon suivante : 50 % pour le SNAECISO, syndicat employeur de la branche, et 50 % répartis entre les 5 organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national et signataires de la convention collective nationale du 4 juin 1983.

Le versement des sommes est soumis à des conditions fixées dans le règlement intérieur de l'association ACGFP. »

CHAPITRE II

Entrée en vigueur de l'avenant

Le présent protocole s'applique à compter du 1^{er} janvier 2008.

CHAPITRE III

Dépôt et extension

Les signataires conviennent de déposer le présent avenant auprès de la direction départementale du travail et de l'emploi et d'en demander l'extension dans les conditions fixées par l'article L. 133-8 du code du travail.

Fait au Kremlin-Bicêtre, le 22 avril 2008.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

SNAECISO.

Syndicats de salariés :

Fédération nationale des services de santé et des services sociaux
CFDT ;

Fédération nationale des syndicats du spectacle de l'audiovisuel et de
l'action culturelle (USPAOC) CGT ;

Fédération santé et sociaux CFTC ;

Fédération nationale de l'action sociale CGT-FO ;

Fédération française de l'action sociale et de la santé CFE-CGC.